

Dumesky Kersaint

Des [assailants](#) non identifiés [ont abattu](#) le journaliste haïtien Dumesky Kersaint le 16 avril 2023 à Carrefour, une banlieue de la capitale Port-au-Prince. Kersaint faisait des reportages sur un large éventail de sujets, y compris l'activité des gangs, pour le média en ligne Radio-Télé INUREP. Plusieurs personnes ont déclaré au CPJ qu'elles pensaient qu'il avait été tué en représailles à ces reportages.

Fabien Iliophène, recteur de l'Université INUREP, qui a fondé Radio-Télé INUREP, a déclaré au CPJ que Kersaint avait été tué alors qu'il couvrait le meurtre d'un homme plus tôt ce matin-là à Carrefour, une zone très disputée par les gangs rivaux et la police.

« Kersaint a appris [le meurtre] et s'est immédiatement rendu sur les lieux », a déclaré Iliophène au CPJ. Des témoins ont déclaré à l'université que Kersaint photographiait la scène du crime lorsqu'un homme non identifié s'est approché de lui et lui a demandé de supprimer ces photos.

« Il a refusé, alors ils lui ont tiré dessus », a déclaré Iliophène.

Kersaint a reçu trois balles, dont une dans la tête. Une vidéo obtenue par le CPJ montre Kersaint gisant dans une mare de sang près du cadavre d'un homme non identifié.

« Ils n'ont pas été tués en même temps. Kersaint est arrivé parce qu'il avait entendu dire qu'il y avait eu une fusillade dans la région et qu'il se trouvait à proximité », a déclaré Iliophène au CPJ.

Le directeur de l'information de Radio-Télé INUREP, Jacques-Antoine Bazile, a déclaré au CPJ qu'il croyait également que Kersaint avait été tué en représailles à son travail.

« C'était un crime délibéré et planifié », a-t-il déclaré. « Peut-être qu'il a voulu filmer la scène du meurtre et, ne voulant pas donner la caméra pour éviter d'effacer toute trace éventuelle de preuve, il a été exécuté. »

L'appareil photo, le téléphone et le portefeuille de Kersaint ont également été volés. Une personne qui connaissait bien Kersaint a déclaré au CPJ qu'elle croyait que sa mort était liée à son travail, et non à un vol.

« Ce n'était pas un vol. Ce n'était pas parce qu'on voulait lui voler son appareil photo. Il y avait un contrat sur sa tête. Ils l'ont tué délibérément », a-t-elle déclaré.

Des gangs lourdement armés ont pris le contrôle de grandes parties de la capitale depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021. Entre janvier et mars 2023, plus [de 1 600 personnes auraient été](#) tuées, blessées ou enlevées, soit une augmentation de près de 30 % par rapport aux trois derniers mois de 2022.

Kris-la, chef du gang Ti Bois à Carrefour, a déclaré dans un clip audio diffusé via WhatsApp qu'il n'était pas lié au meurtre et a désigné un membre de la police de Carrefour qui, selon lui, faisait partie d'un système de corruption et avait tiré sur le journaliste.

Un expert en sécurité bien au fait de la situation, qui a demandé à garder l'anonymat pour des raisons de sécurité, a déclaré au CPJ qu'il y avait « une érosion totale de la crédibilité et de la confiance » dans la police de Carrefour, les résidents la considérant comme « un groupe de voyous » dont les « actes sont souvent aussi répréhensibles que ceux des membres de gangs ».

Les médias locaux [couvrent fréquemment](#) les allégations de corruption policière à Carrefour. Des groupes de défense des droits de l'homme prétendent également qu'il existerait [une collusion entre des membres de la Police nationale haïtienne](#) et des chefs de gangs.

Le CPJ a appelé et envoyé un courriel à la Police nationale haïtienne et au syndicat de la police du pays pour obtenir des commentaires, mais n'a reçu aucune réponse. Le CPJ a également appelé et envoyé un courriel à la police de Carrefour, mais n'a reçu aucune réponse.

En août 2023, les proches de Kersaint ont déclaré au CPJ qu'ils n'avaient pas été contactés par les autorités depuis qu'ils avaient récupéré le corps du journaliste à la morgue. Et d'ajouter qu'ils ne savaient pas si une enquête officielle avait été ouverte.

« Malheureusement, les conditions de sécurité à Carrefour aujourd'hui ne permettent pas la poursuite d'une enquête », a déclaré Iliophène au CPJ. « Pour autant que nous sachions, la police n'a rien fait. »

« Il y avait un poste de police près de la maison, ils le connaissaient bien », a déclaré l'un des proches de Kersaint, qui partageait une maison avec lui et s'occupe maintenant de la fille du journaliste âgée de deux ans. « C'était un journaliste qui aimait son travail, mais en Haïti, les gens bien ne durent jamais longtemps. La liberté de la presse n'existe pas. Il n'y a pas d'État de droit, ni de justice pour les journalistes. »

Kersaint, 31 ans, était un membre fondateur de Radio-Télé INUREP, qui emploie environ 25 personnes, selon Bazile.

« Il travaillait dans le domaine de la communication avec les étudiants et nous l'avons recruté lorsqu'il a obtenu son diplôme. Il était très talentueux et il avait un grand avenir devant lui. Il nous manque beaucoup », a déclaré Bazile au CPJ.

« Il était très motivé. Il mangeait journalisme, il dansait journalisme. Il n'a jamais cessé de faire des reportages. Il vivait et respirait le journalisme, c'était toute sa vie. C'est pourquoi nous l'avons embauché », a déclaré Iliophène.

Kersaint est né dans une famille à faible revenu, et ses proches ont déclaré qu'ils étaient extrêmement fiers de son travail de journaliste. L'un d'eux a ajouté : « C'est parce qu'il a fait son travail avec passion et de manière professionnelle qu'il est mort. ».